Des savants au Parlement : Les mathématiciens français et italiens dans la vie parlementaire (1848-1939)

Antonin Durand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10829>

DOI : 10.4000/cdlm.10829

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 197-209

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Antonin Durand, « Des savants au Parlement : Les mathématiciens français et italiens dans la vie parlementaire (1848-1939) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 96 | 2018, mis en ligne le 15 décembre 2018, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/10829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.10829>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Des savants au Parlement : Les mathématiciens français et italiens dans la vie parlementaire (1848-1939)

Antonin Durand

- 1 Au tournant du ^{xx}^e siècle, à un moment où les universités françaises commencent à percevoir l'enjeu que représente pour elles la mobilité internationale de leurs étudiants, le jeune normalien René Baire (1884-1932) est envoyé à l'Université de Turin pour compléter sa formation en mathématiques. En vertu d'un proverbe qui dit que « quand on prend de l'Italie on n'en saurait trop prendre » et sur les conseils d'un des professeurs les plus influents du lieu, Vito Volterra, il profite de son séjour sur place pour visiter l'Italie, mêlant tourisme culturel et sociabilités scientifiques à Gênes, Pise, Rome, Naples, Florence, Bologne, Venise et Milan. C'est l'occasion pour lui de rencontrer les principaux représentants des écoles mathématiques italiennes et de faire part de ses impressions sur le pays, en particulier dans les lettres qu'il adresse à son collègue et ami Émile Borel. Dans l'une de celles-ci, datée du 25 avril 1898, Baire s'émerveille :

C'est d'ailleurs en Italie un fait très général ; les savants ont leur place marquée au Sénat (dont les membres sont nommés par le roi) ; Cremona est actuellement vice-président du Sénat ; Veronese est député ; Dini, après avoir été député, est maintenant sénateur.

- 2 Les noms qu'il cite sont ceux des plus prestigieux mathématiciens de son temps en Italie : Luigi Cremona, professeur de géométrie supérieure à Bologne, puis à Milan et enfin à Rome, est le principal inspirateur de l'école de géométrie algébrique italienne dont la renommée est alors mondiale¹. Giuseppe Veronese est professeur à l'Université de Padoue et a été l'un des principaux protagonistes des vifs débats qui ont traversé l'Italie à la fin du ^{xix}^e siècle sur les fondements de la géométrie². Ulisse Dini, professeur d'analyse à l'Université de Pise, est l'un des principaux artisans de la réaffirmation de la *Scuola normale superiore* de Pise comme lieu de formation de l'élite scientifique

italienne³. Ce sont donc des mathématiciens de tout premier plan que le jeune Français s'étonne de trouver sur les bancs parlementaires. Sa surprise tient beaucoup au fait que cette situation est sans équivalent en France. Baire est loin de se douter, bien sûr, que près de vingt-cinq ans plus tard, son correspondant Émile Borel sera le principal représentant de la version française du mathématicien parlementaire. Au moment où il écrit sa lettre, seuls quelques mathématiciens de second plan comme Charles-Ange Laisant, fondateur en 1894 de *L'Intermédiaire des mathématiciens*⁴, ou le normalien agrégé Léon Mirman siègent au Parlement. Mais en cette fin de XIX^e siècle, l'Italie fait figure d'exception en Europe, avec une quarantaine de mathématiciens présents au Parlement sur l'ensemble de la période considérée, contre moins d'une dizaine en France. Cela n'empêche certes pas les mathématiciens français d'être des acteurs du débat public – on peut penser par exemple aux prises de position de plusieurs d'entre eux pendant l'Affaire Dreyfus⁵ –, mais leur engagement se déroule en dehors du Parlement et il faut attendre les années 1910 pour voir un phénomène similaire, quoiqu'atténué, en France avec l'entrée au Palais Bourbon de Paul Painlevé, puis, quelques années plus tard, celle d'Émile Borel. Dans le même temps, l'Italie connaît une régression du phénomène : le fascisme étant peu friand des sources de légitimité politique autre que l'aval du régime, les scientifiques ont tendance à être écartés du pouvoir, à la fois parce qu'on n'en nomme guère de nouveaux et parce que ceux qui sont en place sont progressivement marginalisés. Cet asynchronisme explique les bornes chronologiques assez larges que nous nous sommes fixées pour aborder de manière comparée la présence, l'attitude et les spécificités des mathématiciens dans le cadre parlementaire. Il paraissait logique d'entamer la réflexion en 1848, date de la première expérience parlementaire en Italie.

- 3 Il s'agit donc à la fois essayer d'expliquer une différence numérique et chronologique entre deux grands pays méditerranéens et de tenter de dégager les spécificités de la façon d'être parlementaire de ces hommes formés à la recherche mathématique et qui se retrouvent sur les bancs du Parlement. Être scientifique au Parlement suppose en effet de cumuler deux appartenances, deux identités, deux sources de légitimité, et c'est la façon dont l'identité disciplinaire des mathématiciens influe sur leur manière d'être parlementaire que nous nous proposons d'étudier, en prenant appui sur les traces qu'ils en ont laissées dans les sources parlementaires. Il convient à cet égard de noter que les actes parlementaires français, publiés au *Journal officiel*, ont bénéficié d'une numérisation complète en mode plein texte de la Bibliothèque nationale de France, qui permet un traitement lexicométrique assez aisé des débats, et une identification immédiate de toutes les références à la qualité de mathématicien de tel ou tel député. Rien de tel n'est possible en Italie où la numérisation est encore balbutiante et où le moyen le plus efficace d'analyser le travail parlementaire des mathématiciens demeure le recours aux *indices* papier⁶.
- 4 Pour aborder les différents aspects d'une carrière parlementaire de mathématicien en France et en Italie, nous nous proposons d'en suivre les étapes successives, depuis leur entrée au Parlement, par nomination ou par élection, jusqu'à leur assimilation plus moins réussie au milieu parlementaire.

« Il serait fâcheux que tous les savants aspirassent au Parlement »

- 5 Pour expliquer la présence de tant de mathématiciens au Parlement italien, René Baire invoque une raison institutionnelle : « les mathématiciens, dit-il, ont leur place marquée au Sénat ». C'est en effet l'article 33 du *Statuto albertino*, octroyé en 1848 et qui fait office de constitution de la monarchie italienne, qui fixe les conditions de désignation des sénateurs. Il revient au roi de les nommer, à l'intérieur d'un vivier limité mais flou. Parmi les vingt catégories que détaille l'article, la dix-huitième dispose que les membres de la Société des sciences dite Académie des XL, ainsi que ceux de l'Académie des sciences de Turin sont éligibles au bout de sept ans d'appartenance. Cet article, conçu dans le cadre piémontais de 1848, est élargi naturellement à l'ensemble des académies de sciences et de lettres des États pré-unitaires au fil des rattachements au Royaume d'Italie (Académie des Lincei, *Istituto veneto di Scienze, lettere ed Arti de Venise*, académies des sciences de Bologne, Modène et Naples). La condition de sept ans est nécessaire mais non suffisante : il arrive que des savants soient nommés dès leur septième année révolue, mais certains doivent patienter bien davantage. Certains ne sont jamais appelés, à l'image du mathématicien Génois Placido Tardy, qui fut membre de l'Académie des XL pendant cinquante-et-un ans sans jamais être appelé au Sénat. Pourtant, les mathématiciens semblent avoir les faveurs du roi qui les choisit en nombre, ce qui tient à la fois à leur réputation de modération et à leur position éminente dans le champ académique.
- 6 L'existence de cette catégorie d'éligibilité est la clé institutionnelle de la surreprésentation des savants au Parlement italien. Elle n'a d'équivalent en France ni sous le Second Empire ni sous la Troisième République : l'Empire laisse toute liberté à l'empereur pour désigner les sénateurs, et son choix se porte rarement sur les scientifiques, moins encore sur les mathématiciens. Le seul à être désigné en 1852 fut de Louis Poinsot en 1852, alors âgé de soixante-quinze ans, et qui ne semble guère y avoir été actif. Quant au Sénat républicain, il relève majoritairement du suffrage indirect ce qui en fait une assemblée plus politique. Seuls les sénateurs inamovibles lient la Chambre haute aux capacités, mais on n'y compte qu'un seul scientifique de renom, qui n'est pas mathématicien mais chimiste, en la personne de Marcelin Berthelot.
- 7 La situation s'inverse quelque peu si on considère la Chambre basse. Cette fois, c'est en Italie que le chemin de la Chambre est parsemé d'embûches pour les savants qui voudraient y entrer. Le nombre de fonctionnaires est en effet sévèrement plafonné, et parmi eux, il existe un quota de professeurs qui limite l'accès à cette catégorie dont relève la quasi-totalité des mathématiciens. Ce dernier quota est atteint de façon quasi-systématique tout au long de la période, ce qui témoigne de son caractère contraignant. Lorsqu'il est dépassé, on annule par tirage au sort l'élection des derniers entrants. Plusieurs mathématiciens élus dans leur circonscription se trouvent ainsi recalés car le quota de professeur est atteint, parfois plusieurs fois de suite, jusqu'à renoncer. En France, au contraire, l'élection par circonscription se révèle plus favorable que le suffrage indirect puisqu'elle permet de cibler les circonscriptions où la population universitaire est la plus importante. C'est ainsi que Paul Painlevé, premier mathématicien d'importance à entrer à la Chambre, est élu en 1910 pour représenter la circonscription de la Sorbonne, où il enseigne⁷. Même si la même logique peut

s'appliquer en Italie – songeons à Ulisse Dini, professeur à l'Université de Pise et figure de la *Scuola normale superiore* qui se fait élire député de Pise, il est donc bien clair que l'Italie encourage ses savants à privilégier le Sénat, tandis que l'indifférence de la France à leur égard les dirige plutôt vers la Chambre. Le premier constat est d'ailleurs tiré par les constitutionnalistes de l'époque, et en premier lieu par les commentateurs du *Statuto albertino* Francesco Racioppi et Ignazio Brunelli en 1909 :

En ce qui concerne [les professeurs ordinaires des universités], il est pour le moins douteux qu'ils servent le prestige de leur fonction en se mêlant aux luttes électorales parlementaires, alors que le Statut a pris soin de ne pas priver le travail législatif de leur savant concours, en les appelant en nombre conséquent au Sénat. Sur ce point, on peut observer que le corps électoral sait trouver l'attitude juste en en élisant peu [...] ⁸.

- 8 Cette citation souligne le biais institutionnel qui pousse les savants vers le Sénat, mais elle introduit aussi une idée fondamentale : la légitimité du savant au Parlement se fonde davantage sur son savoir que sur sa capacité à quêter les suffrages. Pire, il y a quelque chose de dégradant pour un savant de déchoir pour se mêler aux luttes partisans. La valeur du « savant concours » des scientifiques est reconnue par l'existence d'une catégorie de nomination au Sénat. Mais en devenant des hommes politiques comme les autres, ils perdent ce qui faisait la spécificité et la valeur de leur approche. Il y a donc une dimension morale au désir d'épargner aux savants l'abaissement d'une élection, mais cela se fonde aussi sur une volonté beaucoup plus pragmatique de leur laisser du temps pour pratiquer leur science.
- 9 Être député et mathématicien, c'est consacrer à la politique du temps qu'on n'a plus pour la science. Cette apparente évidence suffit pourtant à nuancer une idée souvent défendue par les acteurs eux-mêmes et très présente dans l'historiographie des mathématiques : celle d'une continuité entre recherche scientifique et travail politique, et en particulier parlementaire, tous orientés vers la construction nationale de la nouvelle Italie⁹. L'idée consiste à penser que, dans leurs ouvrages mathématiques, leurs constructions institutionnelles comme leur contribution au travail parlementaire, les mathématiciens contribuaient au même grand projet – qu'on peut résumer par le terme de *Risorgimento* – d'un rayonnement de l'Italie dans les domaines politique, culturel et scientifique. Il ne s'agit pas de nier l'existence d'un patriotisme scientifique, pendant du patriotisme politique, mais de rappeler qu'avant d'envisager les possibles continuités entre science et politique, il faut mesurer l'importance de la discontinuité, et les difficultés de l'organisation que suppose le cumul des deux activités. Ce problème suffit à lui seul à expliquer que certains savants se refusent à se mêler de politique, pour ne pas avoir à y perdre le temps qu'ils doivent à la science. En France, c'est du plus influent des mathématiciens que vient cet argument : Henri Poincaré écrit en effet dans un article de 1904 intitulé « L'élite intellectuelle et la démocratie » :

Vous me demandez s'il convient qu'ils entrent au Parlement et participent au pouvoir, et si l'activité politique est propre à contrarier ou favoriser leur vocation. La réponse est facile, la politique est aujourd'hui un métier qui absorbe l'homme tout entier ; un savant qui voudra s'y consacrer devra sacrifier sa vocation ; s'il veut être réellement utile au pays, il faut qu'il donne la moitié de son temps aux affaires de la République ; s'il veut garder son siège, il faut qu'il donne l'autre moitié aux affaires de ses électeurs [...]. Il serait donc fâcheux que tous les savants aspirassent au Parlement, parce qu'alors il n'y aurait plus de savants.

- 10 Au-delà du problème matériel de l'incompatibilité entre recherche scientifique et activité politique, on perçoit dans cette citation une teinte d'antiparlementarisme,

puisque Poincaré laisse entendre que la moitié du temps d'un parlementaire est consacrée à sa réélection. On peut aussi y deviner une pointe de regret que la France n'ait pas adopté le système italien : car si on lit bien, on peut aussi comprendre qu'un scientifique parlementaire qui n'aurait pas à penser à sa réélection pourrait garder la moitié de son temps pour la science. Quoi qu'il en soit, une prise de position aussi forte de la part de la plus haute autorité scientifique française est un facteur d'explication non négligeable de la faible présence des mathématiciens français au Parlement en ce début de ^{xx}e siècle.

- 11 En pratique, cependant, si l'on s'attèle à mesurer l'impact d'une entrée au Parlement sur la productivité scientifique des mathématiciens, les résultats sont contrastés : de fait, certains mathématiciens, comme Francesco Brioschi, Vito Volterra ou Émile Borel maintiennent une remarquable continuité de leur production mathématique, longtemps après leur entrée au Parlement mais, dans l'ensemble, l'étude bibliométrique des travaux des mathématiciens parlementaires confirme l'idée d'une nette décroissance de leur productivité après leur entrée au Parlement, plus marquée encore lorsqu'ils y prennent des responsabilités – dans des commissions ou auprès de la présidence.
- 12 Pourtant, même lorsqu'ils sacrifient une partie de leur recherche pour se consacrer à la vie parlementaire, les mathématiciens restent marqués par leur origine disciplinaire. Soit qu'ils en jouent, soit qu'elle les affaiblisse, elle reste une donnée essentielle de leur façon d'être parlementaires.

« La science a parlé »

- 13 Dans une assemblée parlementaire élue au suffrage direct, la principale sinon la seule source de légitimité est celle du mandat confié par les électeurs. Il en résulte une difficulté pour les députés de se prévaloir d'une légitimité académique ou scientifique, qui semble toujours concurrencer la légitimité démocratique. Pourtant, être mathématicien au Parlement, ce n'est pas, ou pas seulement être un parlementaire comme les autres. Ni les mathématiciens eux-mêmes, ni leurs collègues, ni même leurs électeurs n'oublient ce qu'ils sont et la construction de la légitimité de leur présence et de leurs prises de position mêle toujours discours politique classique et recours à la science comme artefact rhétorique ou comme point d'ancrage des prises de positions. Ceci vaut aussi bien pendant les campagnes électorales que lors des débats en séance.
- 14 On l'a dit, les dispositions institutionnelles italiennes n'encouragent guère les mathématiciens à affronter les urnes et, s'il en va différemment en France, les cas de campagnes électorales menées par des mathématiciens et dont il reste des traces archivistiques sont rares. Mais elles n'en sont que plus intéressantes pour comprendre l'élaboration d'un discours de légitimation. Ce discours s'appuie généralement sur une posture : celle d'un sage au-dessus de la mêlée. Lorsqu'il se présente pour la première fois à la députation en 1910, Paul Painlevé est encore considéré comme un mathématicien à part entière, membre de l'Académie des sciences et professeur de mathématiques générales à l'Université de Paris. Dans son analyse de sa campagne électorale, Anne-Laure Anizan a souligné avec quel soin il s'efforce alors de ne pas être assimilé à un homme de parti mais de se présenter en candidat de la « concentration républicaine », incarnation vivante de la circonscription où il se présente, celle du 5^e arrondissement, de son université et de ses grandes écoles¹⁰.

- 15 En Italie, c'est à Pise, là aussi dans une circonscription marquée par la présence de l'Université, qu'Ulisse Dini fait campagne en 1880 pour entrer à la Chambre. Plus encore que Painlevé, Dini fait alors de sa carrière de mathématicien un argument de campagne, comme en témoigne un tract distribué aux électeurs de la circonscription :
- À Paris, où se trouve le siège d'une célèbre université dans laquelle enseignaient alors les meilleurs professeurs de France, Ulisse sut bien vite s'assurer l'estime de ces mathématiciens, qui lui donnèrent de nombreux signes d'empressement et d'encouragement. L'illustre Bertrand, membre de l'Académie de France, prit sous sa protection particulière le jeune docteur et présenta lors de deux séances de l'Assemblée suprême quelques mémoires de notre Dini, qui obtinrent l'honneur d'être insérés dans les *Actes de l'Académie des Sciences*. Dans un de ces mémoires, Dini aplanissait des difficultés jusqu'alors jamais surmontées et se gagnait hors d'Italie le titre de grand scientifique¹¹.
- 16 Des mathématiciens français utilisés pour vanter les mérites d'un candidat à la députation : cela ne peut sans doute se concevoir hors d'une circonscription où l'université est suffisamment centrale pour que ce type d'échelle de valeur parle aux électeurs. Il convient d'ajouter que cette référence à la France montre l'importance grandissante que prend la mobilité transnationale, à la fois dans la formation académique et dans la construction d'une carrière politique : on entrevoit ici la façon dont une circulation européenne destinée à la formation scientifique peut être réinvestie pour donner une stature parlementaire à un savant.
- 17 Pour autant, adopter une position d'homme de science au-dessus de la mêlée, passer de la chaire universitaire à la représentation populaire, c'est aussi s'exposer à la critique. On reproche au mathématicien qui s'engage en politique de manquer d'expérience dans ce domaine, de confondre pédagogie universitaire et argumentation politique, ou d'aborder les questions politiques avec la distance, voire la froideur du scientifique. C'est ce dernier argument qui est utilisé par le journal d'opposition *Corriere dell'Arno* pour s'en prendre à la candidature d'Ulisse Dini :
- Il prend la Chambre pour une Université où l'on pourrait se contenter d'entreprendre de nouvelles études et le pays pour un cadavre sur lequel on pourrait faire des exercices et des recherches. En un mot, le professeur Dini, qui croit parler une langue ignorée de tous, s'exclame : *faciamus experimentum in anima vili*. Mais le pays prendra soin de lui répondre comme Grozio, et lui fera comprendre qu'il comprend très bien ce latin-là¹².
- 18 On le voit, l'appartenance aux mathématiques n'est pas univoquement un atout dans le débat électoral. Certes, dans les contextes les plus favorables à l'élection d'universitaires, les accomplissements scientifiques peuvent être convertis en arguments électoraux, mais l'on a tôt fait aussi d'associer le mathématicien au théoricien déconnecté des réalités en traitant les problèmes politiques comme des abstractions.
- 19 La même tension traverse la construction du statut du savant député ou sénateur à l'intérieur de l'enceinte parlementaire. L'enjeu de construction d'une légitimité pour donner du poids à des prises de position est en réalité assez proche, et il se heurte aux mêmes tentatives de jeter le discrédit sur les acteurs récemment convertis à la politique. Le statut d'homme de science permet cependant à ceux qui l'assument de mettre dans la balance l'autorité associée à leur discipline. Cela va du simple argument d'autorité – le député piémontais Felice Chiò concluant son raisonnement à la Chambre par un péremptoire : « La science, messieurs, a ses droits et ses devoirs, et une société libre ne doit pas les méconnaître. En l'occurrence, la science a parlé »¹³ – au rappel

ironique ou plus discret du rapport que les mathématiciens sont censés entretenir à la vérité, qui n'est certes pas le même que celui d'un parlementaire. Paul Painlevé, par exemple, n'est pas moins arrogant en affirmant avec ironie lors de la séance du 3 septembre 1911 : « C'est peut-être un défaut de mathématicien que d'aimer la précision et de dire la vérité ».

- 20 Et comme pour la campagne électorale de Dini à Pise, c'est le député Bischoffsheim qui n'hésite pas à invoquer les travaux scientifiques de son collègue Charles Laisant pour renforcer un argument – portant, il est vrai, sur les programmes scolaires de mathématiques en se référant à ses travaux de recherche :

Nous avons parmi nous M. Laisant, qui est un mathématicien éminent, et qui a écrit un traité des quaternions, ignoré peut-être à Paris, mais connu de toute l'Europe¹⁴.

- 21 Invoquer un statut de mathématicien, c'est plus généralement se placer sous le signe de la science. Cet élargissement permet d'accroître la palette des domaines d'intervention des mathématiciens en ayant en particulier recours à un argument très valorisé dans le milieu politique, celui de la méthode expérimentale. C'est ce que fait Léon Mirman lors d'une séance à la Chambre en 1903, où il entame son discours en se définissant comme un « mathématicien, ayant le respect de l'expérience, même en ces matières sociales »¹⁵.

- 22 Cette revendication d'un rapport spécifique à la vérité et à la démonstration ne se rencontre pas seulement dans les discours d'autolégitimation des mathématiciens. L'écho qu'elle rencontre chez leurs collègues se mesure au fait que les mêmes arguments sont perceptibles dans les assemblées parlementaires. Léon Périer, député de l'Isère, fait ainsi référence en mai 1911 à Painlevé, « qui fait autorité dans le monde scientifique »¹⁶ tandis que Léon Escoffier appuie son argumentation sur une réforme de la justice en 1927 en rappelant la discipline d'Émile Borel et le poids qu'elle donne à sa démonstration : « M. Émile Borel, dans une proposition de loi excellente qu'il a déposée [...], démontre – il est mathématicien – qu'il y a économie à ce que le juge soit permanent ».

- 23 La démonstration n'est certes pas l'apanage du mathématicien et il est plus que fréquent en séance que les députés s'efforcent de démontrer le bien-fondé de leur point de vue. Mais en rappelant le statut de celui qui démontre, Léon Escoffier entend donner à la démonstration politique la valeur de certitude d'une démonstration mathématique.

- 24 Il serait réducteur de voir dans ce rapport à la démonstration un pur effet de rhétorique, même si la tentation d'en user de la sorte est bien souvent présente. Il rejoint pourtant aussi la posture au-dessus de la mêlée dont on a vu le mathématicien se draper pour ne pas éviter que les querelles partisans affectent l'universalité de son jugement. Ce point de vue apparaît clairement dans une intervention de Charles Laisant, lors d'un débat sur une éventuelle censure à opposer au ministère Goblet en 1887 :

Si on arrive à démontrer et à me convaincre que le passif [de ce ministère] est suffisant pour qu'on prononce condamnation, pour qu'on invite les ministres à quitter le pouvoir et à faire place à d'autres, je m'inclinerai volontiers. Mais je demande qu'on fasse cette démonstration, et qu'on n'arrive pas au but que j'indiquais tout à l'heure par une voie oblique et détournée, au milieu de la confusion et du gâchis¹⁷.

« Ici, il n'y a pas de professeurs »

- 25 Le glissement rhétorique qui va de la démonstration de la vérité mathématique à l'argumentation politique peut faire mouche. Mais il peut aussi agacer, parce qu'il revient à mettre en cause un principe démocratique essentiel des assemblées parlementaires qui veut qu'un avis ou qu'une voix ne vaille pas plus qu'un autre. Reconnaître qu'une démonstration a plus de valeur parce qu'elle vient de quelqu'un dont la légitimité se fonde sur un savoir académique externe, c'est concurrencer le principe démocratique par un principe capacitaire, ce qui est déjà problématique dans une chambre haute comme le Sénat italien, mais peut apparaître carrément inacceptable à la Chambre basse. Cette tension ressort par exemple du dialogue aigre-doux entre Ulysse Dini et le président de la Chambre italienne en 1884 :

DINI – Nous, professeurs, nous ne pouvons plus aujourd'hui rester impassibles face à cela ; nous avons le devoir, puisque nous sommes dans cette Chambre, de déclarer publiquement que nous ne voulons pas que la culture intellectuelle soit ainsi rabaisée.

PRÉSIDENT – Naturellement, vous dites cela comme député ?

DINI – Je dis cela comme député et comme homme de science.

PRÉSIDENT – Ici, il n'y a pas de professeurs.

DINI – Mais nous sommes aussi des hommes de science et on ne peut distinguer ces deux qualités.

PRÉSIDENT – Je n'admets ici que les députés ; vous êtes ce que vous êtes, mais ici, vous n'êtes qu'un député¹⁸.

- 26 Revendiquer une prééminence de voix sous prétexte des titres scientifiques dont on dispose semble aller à l'encontre de l'égalité entre collègues qui doit prévaloir au Parlement, et c'est le président de séance lui-même qui interrompt l'orateur pour lui rappeler cette règle. Libre à Dini de faire campagne sur ses mérites scientifiques, ceux-ci ne lui donneront aucun privilège dans le débat parlementaire.
- 27 Dans le même temps, pourtant, l'usage rhétorique du statut de mathématicien est à double tranchant et on n'hésite pas à retourner contre les mathématiciens leurs propres titres en mettant en avant les limites supposées de leur appréhension des questions politiques. Cela consiste souvent à souligner le décalage entre la méthode déductive du mathématicien et la celle de l'homme politique. C'est ainsi que Charles Mirman, normalien agrégé de mathématiques, se fait attaquer en 1900 par son collègue Eugène Motte, qui lui reproche la rigidité de son raisonnement et fait valoir qu'il ferait mieux de s'inspirer du doute philosophique que des certitudes mathématiques pour faire de la politique¹⁹. Plus généralement, on joue facilement pour disqualifier un mathématicien de son goût supposé pour le pinaillage et pour des équations complexes très éloignées des réalités. Ainsi, Louis Marin, qui reproche à Émile Borel son faible empressement à soutenir la cause de l'instruction féminine, souligne que « pour résister maintenant au grand courant qui conduit à la reconnaissance des droits politiques des femmes [...], il faut toute l'ingéniosité d'un mathématicien comme lui (*sourires*) pour trouver comme argument du dernier carré, des formules et des solutions que personne, d'ailleurs, ne pourra accepter »²⁰. De même, le ministre Bacelli s'en prenait quelques années plus tôt à Francesco Brioschi en faisant discrètement référence à son origine disciplinaire, pour tourner en dérision ses objections sur le budget de l'hôpital qu'il est sur le point de fonder à Rome :

L'honorable sénateur Brioschi, avec toute la pénétration de son talent mathématique, aurait sans doute voulu que je réduise le centre hospitalier à une formule mathématique. Ceci était, je dois à la vérité de le dire, au-dessus de mes forces.

Il a dit qu'il comprendrait mieux le projet quand on lui dirait combien de chambres, combien de lits, combien de malades et combien de médecins il faudrait pour le construire²¹.

- 28 Cette image du mathématicien épris d'abstraction et loin des réalités peut être poussée jusqu'à l'accuser d'enfouir volontairement la réalité sous les équations pour dissimuler ses échecs ou ses intérêts. Après la démission d'Alexandre Ribot, éphémère ministre des Affaires étrangères, de son gouvernement à peine moins éphémère, Paul Painlevé est pris à partie à la Chambre par Charles-Benoist, lui-même universitaire, mais historien, qui devine une manœuvre en sous-main du président du Conseil et s'étonne du procédé employé pour écarter Ribot :

Pour faire tomber un portefeuille on a fait semblant de s'en faire rendre vingt-neuf.

Il doit y avoir de l'algèbre là-dedans ! une de ces opérations où, lorsqu'on a bien enfermé des parenthèses les unes dans les autres, il ne reste rien à la dernière²².

- 29 L'argument est lui-même passablement embrouillé, mais le but en est atteint. Painlevé, que Charles-Benoist présente dès la phrase suivante comme « un éminent universitaire », apparaît comme l'auteur d'une mystification dont les arcanes ne sont accessibles qu'aux initiés mais dont les intentions sont suspectes.

« Laissons les mathématiques tranquilles »

- 30 Une manière pour les mathématiciens de donner des gages de politisation et de ne pas se laisser enfermer dans ce statut de savants lunaires, c'est de prendre les devants en dénonçant d'eux-mêmes les excès de l'abstraction, voire en les prêtant aux autres. C'est ce que fait habilement Émile Borel lors d'un débat avec Vincent Auriol de 1926 :

Je ne méconnaissais pas la vérité théorique [de l'argument de Vincent Auriol]. Mais en cette matière, on ne peut s'en tenir aux raisonnements théoriques et absolus qui sont l'apanage et le privilège des sciences exactes. Je crains que nos collègues ne raisonnent trop en mathématiciens²³.

- 31 Dans le même esprit, Paul Painlevé se révèle plus percutant encore en lançant à son collègue James Hennessy qui croit bon de le renvoyer à son statut de mathématicien : « Laissons les mathématiques tranquilles là où le bon sens suffit »²⁴. C'est en prenant de la distance avec son statut d'origine, et en tout cas en refusant de s'y laisser enfermer, qu'un mathématicien peut s'affirmer comme un homme politique à part entière. Pour autant, cette origine ne disparaît jamais complètement, ou alors c'est au prix d'un renoncement complet à la science.
- 32 Les universitaires qui entrent au Parlement possèdent bien souvent des spécialités directement utiles au travail législatif : les économistes disposent de compétences utiles à l'élaboration des budgets, les juristes paraissent particulièrement bien placés pour réformer les lois qu'ils ont étudiées dans leurs travaux universitaires. Même les professeurs de littérature, dont les compétences rhétoriques sont prisées, ou les historiens qui peuvent contribuer à la réflexion sur la politique mémorielle, possèdent des compétences bien identifiées qui mettent leur activité parlementaire dans la continuité de leurs recherches scientifiques. La chose est plus complexe à identifier pour des mathématiciens, dont les recherches souvent abstraites rendent l'expertise

assez difficile à cerner. Certes, on se plaît à s'appuyer sur eux pour résoudre ou pour valider des problèmes arithmétiques : tel rapporteur de la commission des finances « remercie le mathématicien qu'est M. Émile Borel » d'avoir ponctuellement rectifié le calcul de son budget²⁵. Mais ce type de référence relève davantage de l'effet de rhétorique que du recours à une compétence.

- 33 Pourtant, l'étude quantifiée des domaines d'intervention des mathématiciens permet de dégager des sujets sur lesquels ils sont plus à l'aise ou plus reconnus²⁶. Elle permet de révéler que les mathématiciens s'expriment prioritairement sur trois grands sujets : l'économie, l'éducation et les questions d'aménagement et de travaux publics. D'autres thèmes, comme la justice ou les relations internationales, leur restent très largement étrangers. La forte participation des mathématiciens aux débats sur les travaux publics tient à une spécificité française et italienne qui veut que de nombreux mathématiciens aient également reçu une formation poussée d'ingénieurs. La chose est bien connue pour les polytechniciens en France, mais une institution comme l'*Istituto tecnico superiore* de Milan, dirigé par le très influent mathématicien Francesco Brioschi, joue un rôle analogue et les mathématiciens sont nombreux à prendre en charge la constitution d'un réseau d'écoles polytechniques régionales destinées à former les ingénieurs du Royaume. Pour ce qui est de la place qu'occupe l'enseignement dans les interventions de mathématiciens parlementaires, elle se retrouverait sans doute chez la plupart des députés et sénateurs universitaires, fondant leur expertise sur leur pratique d'enseignants plus que sur les spécificités de leur discipline. Quant à l'économie, même très peu mathématisée avant le début du xx^e siècle, elle conduit à manipuler des données chiffrées dont les mathématiciens sont, à tort ou à raison, considérés comme experts. Ainsi Jean-Baptiste Canavelli ironise-t-il au cours d'un débat budgétaire de 1926 :

C'est une question de calcul très compliqué. Je préfère être de l'avis du savant mathématicien qu'est M. le ministre de la guerre, plutôt que de celui de l'éminent financier qu'est M. le ministre des finances. (*sourires*)²⁷.

- 34 Cette spécialisation qui se dégage de l'analyse collective de la contribution permet également de mesurer le degré de politisation des mathématiciens parlementaires, et de définir les séquences d'une carrière-type que tous sont loin de mener à son terme : bien souvent, la carrière commence par une nomination, ou même par une élection, qui est d'abord perçue comme un aboutissement symbolique d'une carrière d'universitaire devenu notable. On porte le titre de sénateur comme celui de professeur ou d'Académicien, sans que cela suppose d'avoir une véritable activité politique. Certains sénateurs se contentent de ce titre et n'interviennent jamais en séance. Mais d'autres sont rapidement sollicités dans leurs domaines d'expertise pour contribuer au débat parlementaire. Cette expertise peut être cantonnée aux domaines sur lesquels l'ensemble de la communauté mathématique est considérée comme compétente – Luigi Cremona est ainsi reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes des questions universitaires, Francesco Brioschi est reconnu pour ses compétences sur les questions ferroviaires. Mais selon les profils il arrive aussi que des domaines d'expertise personnels se dégagent : c'est le cas par exemple de Paul Painlevé dont la présence aux côtés des pionniers de l'aviation dès 1909 a fait un expert reconnu dans les questions d'aéronautique et de défense. Enfin, au-delà de ce statut d'expert, certains poussent le processus jusqu'à s'assimiler complètement au milieu parlementaire en élargissant leurs domaines d'interventions à toutes les questions évoquées en séance. Cela suppose un investissement intellectuel et temporel qui fait que la plupart de ceux qui

franchissent le pas ont toutes les peines du monde à demeurer des mathématiciens. Non seulement le temps leur manque, mais leur communauté scientifique d'origine tend à les traiter comme des renégats. Des hommes politiques importants comme Luigi Federico Menabrea en Italie ou Paul Painlevé en France, tous deux formés comme mathématiciens, perdent ce statut aux yeux de leurs confrères scientifiques au fur et à mesure qu'ils acquièrent celui d'hommes politiques à part entière pour leurs collègues parlementaires. Cela ne les empêche pas de revendiquer ponctuellement leur origine scientifique pour prendre de la hauteur, mais cette posture n'est guère prise au sérieux du côté des savants : au-delà d'un certain seuil de politisation, le mathématicien parlementaire n'est plus un mathématicien.

- 35 La double appartenance au milieu scientifique et au monde parlementaire peut donc être transformée en atout par les mathématiciens qui savent user de l'image de sérieux, de rigueur et parfois d'expertise qui est associée à leur discipline. Mais outre que ces qualités peuvent être contestées voire retournées contre les mathématiciens par leurs adversaires politiques, elles imposent aussi à ceux qui s'en réclament une certaine réserve sur les sujets les plus politiques. D'autre part, la difficulté à combiner deux activités si chronophages et si différentes exige de chercher un équilibre toujours précaire : certains reviennent à la science, d'autres l'abandonnent. De ce point de vue, la comparaison entre l'Italie, dont les dispositions constitutionnelles facilitent l'accès au Parlement à des mathématiciens qui conservent de la disponibilité pour leurs recherches, et la France qui fait de la légitimité démocratique le seul fondement de l'entrée au Sénat, paraît éclairante pour réfléchir plus généralement à la place des savants dans la vie politique.

NOTES

1. Sur cette école et la place qu'y occupe Luigi Cremona, voir Aldo Brigaglia, « The Creation and the Persistence of National Schools : The Case of Italian Algebraic Geometry », dans Umberto Bottazzini et Amy Dahan-Dalmedico (dir.), *Changing Images in Mathematics*, Londres, Routledge, 2001, p. 187-206.
2. Paola Cantù, *Giuseppe Veronese e i fondamenti della geometria*, Milan, Unicopli, 1999.
3. Umberto Bottazzini, « La Scuola matematica pisana (1860-1960) », *Annali di Storia delle Università italiane*, n° 14, 2010, p. 151-163.
4. Jérôme Auvinet, *Charles-Ange Laisant. Itinéraires et engagements d'un mathématicien, d'un siècle à l'autre (1841-1920)*, thèse de doctorat inédite sous la direction d'Évelyne Barbin, Université de Nantes, 2011.
5. Vincent Duclert, *L'usage des savoirs : l'engagement des savants dans l'affaire Dreyfus (1894-1906)*, thèse de doctorat sous la direction de Dominique Kalifa, Université de Paris-1, 2009.
6. Les enjeux méthodologiques entourant la numérisation des actes parlementaires ont particulièrement été évoqués au cours d'un colloque organisé par l'association européenne d'histoire parlementaire du 12 au 14 juin 2014 dans les universités d'Helsinki et de Jyväskylä sur le thème « Parliaments and Methodology : Anthropological, Discourse-Oriented and Digital Approaches to Parliamentary History ».

7. Sur Paul Painlevé et sa carrière politique, voir Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé. Science et politique de la Belle-Époque aux années trente*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
8. « Ma quanto a questi ultimi [i professori ordinari delle Università] è dubbio (per lo meno) se giovani al prestigio delle loro funzioni la facoltà di mescolarsi nelle lotte elettorale parlamentari, mentre lo Statuto già provvede a non privare del loro sapiente concorso l'opera legislativa, col chiamarli in sensibile numero nel Senato; sul quale argomento si può osservare che lo stesso corpo elettorale sa trovare la giusta linea eleggendone pochi [...] ». Francesco Racioppi et Ignazio Brunelli, *Commento allo Statuto del Regno*, Turin, Unione tipografico-editrice, 1909, vol. 2, p. 468-469.
9. Voir en particulier la bonne synthèse de Rossana Tazzioli, « I matematici tra scienza, politica e istituzioni », dans Francesco Cassata et Claudio Pogliano (dir.), *Storia d'Italia. Annali 26 : Scienze e cultura dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2011, p. 385-415.
10. Anne-Laure Anizan, *Paul Painlevé...*, op. cit.
11. « In [Parigi], sede in una celebre Università nella quale insegnavano allora i più bravi professori della Francia, il nostro Ulisse seppe presto guadagnarsi la stima di quei matematici, che lo fecero segno delle loro premure e dei loro incoraggiamento. L'illustre Bertrand, membro dell'Accademia di Francia, prese sotto la sua speciale protezione il giovane dottore e presentò in due Sedute del supremo Consesso alcune memorie del nostro Dini che ottennero l'onore di essere inseriti negli Atti dell'Accademia di Francia. Con una di queste memorie, il Dini appianava certe difficoltà sino allora da nessuno superate, e si guadagnava fuori d'Italia il nome di valente scienziato. » Tract électoral d'Ulisse Dini signé « un elettore », conservé avec les lettres d'Ulisse Dini à Vito Volterra, Rome, Académie des Lincei, Archivio Volterra.
12. « Egli crede che la Camera sia una Università, in cui si recherebbe a intraprendere nuovi studi, e che il paese sia un cadavere sul quale posson farsi esercizi e studi. In una parola il professor Dini, credendo di parlare una lingua ignota, esclama: faciamus experimentum in anima vili; ma stia si curo che il paese gli risponderà come Grozio, e gli farà capire che questo latino l'intende. » *Corriere dell'Arno. Giornale politico amministrativo*, VIII, 22, 12 mai 1880.
13. « La scienza, o signori, ha i suoi diritti ed i suoi doveri, ed una società libera non deve disconoscerli. Presentemente la scienza ha parlato. » Discours de Felice Chiò à la Chambre des députés, 2 avril 1850, *Atti parlamentari. Discussioni della camera dei deputati* (désormais APDC), session de 1849-1850, t. 2, p. 1306.
14. Discours de Raphaël-Louis Bischoffsheim à la Chambre, *Journal officiel de la République française. Débats parlementaires* (désormais JORF), 3 décembre 1882, p. 1839.
15. Discours de Léon Mirman à la Chambre, *JORF*, 27 mai 1903, p. 1747.
16. Discours de Léon Perrier à la Chambre, 16 février 1911, p. 726.
17. Discours de Charles Laisant à la Chambre, *JORF*, 30 mars 1887, p. 884.
18. « DINI – Ora noi professori non possiamo restarcene impassibili di fronte a questo; noi abbiamo il dovere, essendo in questa Camera, di dichiarare pubblicamente che non vogliamo che la coltura intellettuale si abbasso così.
PRESIDENTE – Naturalmente dice questo come deputato.
DINI – Dico questo come deputato, e come uomo di scienza.
PRESIDENTE – Ma qui non ci sono professori.
DINI – Ma siamo anche uomini di scienze e come si fa a distinguere le due qualità.
PRESIDENTE – Io qui non ammetto che deputati; Ella è quello che è, ma qui non è che un deputato. » Dialogue entre Ulisse Dini et le président de la Chambre des députés, 16 février 1884, APDC, session 1882-1886, tome 7, p. 6136.
19. Discours d'Eugène Motte à la Chambre, *JORF*, 22 juin 1900, p. 1598.
20. Discours de Louis Marin à la Chambre, *JORF*, 31 mars 1925, p. 1958.
21. « L'onorevole senatore Brioschicon l'acutezza del suo ingegno matematico avrebbe forse voluto che io avessi ridotto ad una formula matematica il policlinico. Questo per me, dico la verità, era al disopra delle forze mie.

Egli ha detto che intenderebbe allora il policlinico quando si dicesse quante camere, quanti letti, quanti infermi, quanti medici occorrono per costituirlo. » au Sénat, 12 mai 1881, *Atti parlamentari. Discussioni del Senato* (désormais APDS), session 1880-1882, t. 3, p. 1496.

22. Discours de Charles-Benoît à la Chambre, *JORF*, 25 octobre 1917, p. 2786.

23. Discours d'Émile Borel à la Chambre, *JORF*, 2 février 1926, p. 433.

24. Discours de Paul Painlevé à la Chambre, *JORF*, 24 février 1911, p. 941.

25. Discours du rapporteur de la Commission des Finances, *JORF*, 5 mars 1926, p. 1235.

26. Sur la méthode et ses résultats, nous nous permettons de renvoyer à notre thèse, *Le mathématicien et le politique. Les mathématiciens italiens dans la vie politique de 1839 à la veille de la Grande Guerre*, soutenue à l'École pratique des hautes études en 2015 sous la direction de Gilles Pécout et Ilaria Porciani. Une présentation partielle peut également en être trouvée dans Antonin Durand, « Matematici parlamentari : uno sguardo alla politicizzazione di un' élite », dans Luigi Pepe (dir.), *Matematica europea e Risorgimento italiano*, Bologne, CLUEB, 2012, p. 125-136.

27. Discours de Jean-Baptiste Canavelli à la Chambre, *JORF*, 27 novembre 1926, p. 3805.

RÉSUMÉS

Dès 1848 et l'irruption du Parlement comme acteur politique important un peu partout en Europe, des savants, et en particulier des mathématiciens, se sont engagés dans la vie parlementaire, avec l'ambition de porter sur le travail législatif un regard spécifique. Cet article s'attache à cerner cette spécificité en comparant les cas français et italien : comment combiner activité parlementaire et recherche scientifique ? Comment se construire une légitimité parlementaire lorsqu'on n'a aucune expérience politique ? Et de quelle expertise bénéficient les mathématiciens ?

As early as 1848, with the irruption of Parliament as a major political force everywhere in Europe, some scientists, in particular mathematicians, became involved in parliamentary life with the ambition of bringing an original approach to legislative work. This paper tries to define this specificity by comparing French and Italian cases: how could parliamentary work and scientific research be combined? How could people with no political experience build up their legitimacy in Parliament? What kind of expertise did mathematicians benefit from?

INDEX

Keywords : Parliament, scientists, mathematicians, France, Italy

Mots-clés : Parlement, scientifiques, mathématiciens, France, Italie

AUTEUR

ANTONIN DURAND

Normalien, agrégé et docteur en histoire, est actuellement ATER au département d'histoire de l'École normale supérieure de Paris. Il est l'auteur de *La quadrature du cercle. Les mathématiciens*

italiens et la vie parlementaire. 1848-1913 (Paris, Éditions rue d'Ulm, 2018) et de plusieurs articles sur l'histoire des élites européennes et de leurs mobilités.